

L'OBS

Partager les connaissances scientifiques, une clé de la sortie de crise...

TRIBUNE. Pour accepter les restrictions, les citoyens doivent les comprendre. En appeler à la peur ne suffit pas, expliquent Annabel Desgrées du Loû, directrice de recherche, Institut de recherche pour le développement (IRD) et Olivier Nay, professeur de science politique, Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne.

Par L'Obs

Publié le 10 mai 2020 à 10h41 Mis à jour le 10 mai 2020 à 19h27

Pendant la sortie de crise, les restrictions vont continuer. Pour les accepter, les citoyens devront les comprendre. Alors que la parole gouvernementale ne cesse de générer de l'anxiété, il est impératif de construire l'adhésion en partageant largement les informations scientifiques. Cela s'appelle « le transfert des connaissances ». C'est l'une des clés pour responsabiliser les individus et donner à la société les capacités de son auto-organisation.

L'un des grands enseignements des « années sida » est d'avoir montré qu'aucun gouvernement ne peut espérer lutter efficacement contre une pandémie sans l'adhésion de la population aux mesures de santé publique. Or, pendant les deux premiers mois de la crise sanitaire, les arguments utilisés pour convaincre la population de la nécessité de la distanciation sociale et du confinement ont fait appel au registre de la peur : décompte quotidien du nombre de morts, souffrance des patients en réanimation, hécatombe dans les Ehpad, impossibilité d'accompagner les personnes dans leurs derniers instants, la défense de la vie justifiait d'entrer en guerre contre un « ennemi invisible ». L'objectif était que chacun soit convaincu de la gravité exceptionnelle du risque sanitaire. Le gouvernement a certes atteint cet objectif, mais sans réussir pour autant à susciter confiance et adhésion à son plan de bataille. Le niveau de méfiance à l'égard du pouvoir s'est même considérablement accru ces dernières semaines, bien plus que chez nos voisins européens. C'est maintenant le déconfinement qui suscite de vives inquiétudes et de nombreuses critiques.

On ne gère pas efficacement une crise en générant une anxiété généralisée dans la population. Il est temps de responsabiliser les citoyens dans la lutte contre le Covid-19.

Durant la période de déconfinement progressif, les restrictions vont continuer. Elles vont s'appliquer de façon différenciée selon les catégories de population, les territoires, les professions, les secteurs d'activité. Pour les accepter, les citoyens devront les comprendre. Chacun devra avoir des informations régulières, fiables et accessibles pour prendre les bonnes décisions personnelles car, fort heureusement, il n'y aura pas de règles édictées pour tous les événements de la vie quotidienne. Les individus devront pouvoir identifier par eux-mêmes les risques et les bénéfices associés à leurs propres comportements. Sans une bonne compréhension des enjeux sanitaires, il ne serait pas étonnant qu'ils cherchent à contourner les règles du déconfinement, ce qui impliquerait d'accroître encore la politique de répression des infractions.

Rendre l'information scientifique accessible à tous

Pour que chacun puisse reprendre ses activités sociales et professionnelles, tout en participant à l'effort de contrôle de l'épidémie, les données scientifiques justifiant le déconfinement doivent être explicitées et mises à disposition du public, par exemple les niveaux d'immunité par département et par classe d'âge, ou les modélisations de la transmission de l'épidémie. Certes, répliquera-t-on, les systèmes de données ouvertes sont nombreux et n'importe qui peut s'y connecter ! L'Inserm et l'Institut Pasteur publient leurs études sur des sites dédiés. Néanmoins, leur compréhension exige une connaissance technique et des aptitudes à l'abstraction que n'ont pas tous les citoyens.

Urgence sanitaire : ces nouvelles mesures qui inquiètent

Les connaissances qui guident l'action publique peuvent être appropriées pour peu qu'elles soient expliquées, traduites et mises à disposition du public par des médiateurs de savoir. Les Canadiens appellent cela le « transfert de connaissances ». En France, où la science est souvent considérée comme l'affaire des experts, cette préoccupation reste limitée. Nous soutenons au contraire qu'il est essentiel de partager des informations scientifiques avec le plus grand nombre.

Le transfert des connaissances ne s'improvise pas. Il implique de mobiliser les experts en santé publique et les chercheurs qui maîtrisent les techniques de promotion de la santé. Ce sont eux qui savent comment construire des messages de qualité et les adapter aux différents environnements sociaux et territoriaux. Le transfert de connaissances suppose également d'impliquer journalistes, spécialistes de communication publique et enseignants, mais aussi sites internet spécialisés dans la santé, animateurs de série web, réalisateurs et influenceurs, tous ceux qui sont en mesure de traduire des messages abstraits en informations simples et fiables touchant le quotidien.

La crise sanitaire de 2020 peut avoir une vertu si nous parvenons à développer des outils de partage des connaissances, en associant tous les acteurs capables de rendre l'information scientifique accessible à tous. Cela suppose de sortir d'un modèle de gestion de crise centré sur l'hôpital et la réponse biomédicale, et de mobiliser tous ceux capables de produire des messages ciblés, simples et vérifiables qui peuvent être relayés dans les espaces de la société où l'information scientifique brute ne circule pas.

Construire l'adhésion aux messages

Le partage des connaissances ne peut pas être uniquement un processus descendant. Les individus doivent pouvoir s'approprier de façon active les informations qui leur sont délivrées. Tous les travaux en éducation à la santé montrent que les campagnes d'information sur les risques épidémiques ont peu d'impact sur les comportements lorsqu'elles ne sont pas inclusives.

La construction de l'adhésion, tout d'abord, dépend de la capacité à utiliser ces connaissances de façon concrète. Pour que les personnes adhèrent aux messages, il est essentiel qu'ils soient encouragés à s'engager dans leur environnement direct, comme des acteurs de leur propre santé. Cet engagement les incite de surcroît à devenir eux-mêmes des promoteurs de la santé de leurs entourages : famille, voisins, amis, communauté, réseaux sociaux.

L'adhésion, ensuite, se forge dans les relations de proximité. Elle ne peut se construire dans une relation abstraite aux dites « autorités de santé » (Santé Publique France, Agences régionales de santé, ou le Conseil scientifique Covid-19). Les stratégies de lutte contre les risques sanitaires sont d'autant plus efficaces qu'elles s'appuient sur les relations de confiance tissées entre les usagers et tout un ensemble d'acteurs locaux qui ont l'écoute des populations : médecins référents, médecins du travail, pharmaciens, éducateurs spécialisés, psychologues, auxiliaires de vie, services socio-éducatifs, mais aussi organismes de sécurité sociale, enseignants, travailleurs sociaux, associations de solidarité. Ces différents relais sociaux ont d'autant plus de chance de faire passer des messages clairs et adaptés qu'ils connaissent parfaitement les attentes et les problèmes spécifiques des différents publics, tout particulièrement les plus vulnérables qui sont aussi les moins réceptifs à la communication publique.

La construction de l'adhésion aux informations scientifiques peut enfin emprunter des voies innovantes et créatives afin de toucher des populations qui n'ont pas accès aux médias ou qui entretiennent un rapport distant ou conflictuel aux institutions publiques. En Finlande, par exemple, la Première ministre Sanna Marin s'est appuyée sur un groupe d'influenceurs pour diffuser des messages de prévention sur les réseaux sociaux, partant du constat qu'une grande partie de la population ne lit pas la presse et ne regarde plus la télévision. Il est temps en France de penser notre communication de santé publique de façon inclusive, inventive et connectée à la société.

La sortie de crise doit travailler à renforcer la résilience de la société. Cela suppose de favoriser les capacités d'auto-organisation, d'apprentissage et d'adaptation des populations face aux problèmes qu'elles rencontrent, bien plus que de maintenir un régime d'interdits et de contraintes.

La solidité d'une société face à une crise sanitaire n'est pas seulement dans la mobilisation des scientifiques et les réponses du système public de santé. Elle résulte de la capacité des gouvernants et des autorités sanitaires à dépasser les approches hospitalo-centrées, à s'appuyer sur des relais sociaux efficaces et à donner à la société tout entière l'information nécessaire pour forger une « immunité sociale » face à la menace sanitaire. Sortir de cette crise ne se fera pas sans développer la capacité de chacun à se saisir des enjeux qui le concerne et à s'approprier l'information scientifique et sanitaire, pour mener sa vie de façon responsable et ne pas avoir le sentiment de suivre aveuglément des règles édictées par de lointains experts et politiques.